

> > RAPPORT ANNUEL
1999-2000

> > >



La Grande bibliothèque

RAPPORT ANNUEL 1999-2000

SOMMAIRE



LETTRE À LA MINISTRE	2
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION, SES ACTIVITÉS ET LES COMITÉS DU CONSEIL	3
LE PERSONNEL AU 31 MARS 2000	6
ORGANIGRAMME	7
MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE	8
RAPPORT DES ACTIVITÉS	
La bibliothéconomie	10
La construction et le concours international d'architecture	13
L'infrastructure informatique	15
Liens avec le milieu et l'information publique	16
La Fondation de la GBQ et les partenariats	17
L'administration et les politiques internes	18
ÉTATS FINANCIERS	
Rapport de la direction	21
Rapport du vérificateur	22
Revenus et dépenses	23
Évolution des actifs nets	23
Bilan	24
Notes complémentaires	25
ANNEXE	28



Le 26 mai 2000

Madame Agnès Maltais
Ministre de la Culture et des Communications
225, Grande Allée Est
Québec (Québec)
G1R 5G5

Madame la Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre le second rapport annuel de la Grande bibliothèque du Québec ainsi que les états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 2000.

Ce rapport est produit conformément à l'article 27 de la Loi sur la Grande bibliothèque du Québec.

Je vous prie de recevoir, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération.

La présidente-directrice générale,

Lise Bissonnette

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,
SES ACTIVITÉS
ET LES COMITÉS DU CONSEIL**

> >

LISE BISSONNETTE	Présidente-directrice générale
RÉJEAN SAVARD	Vice-président, professeur titulaire, École de bibliothéconomie et des sciences de l'information, Université de Montréal
MARC BOUTET	Coprésident et directeur général, De Marque inc.
CARMEN CATELLI	Bibliothécaire
JACQUES DESAUTELS	Professeur, Département des littératures, Université Laval
DENISE LAROUCHE	Conseillère municipale, membre du comité exécutif de la ville de Montréal responsable de la culture
JACQUES PANNETON	Bibliothécaire en chef, Bibliothèque de Montréal
DENIS REGNAUD	Président, Comité musique, Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal
PHILIPPE SAUVAGEAU	Président et directeur général, Bibliothèque nationale du Québec
OLEG STANEK	Professeur, Département de mathématiques, informatique et génie, Université du Québec à Rimouski
IRENE F. WHITTOME	Artiste en arts visuels et professeure, Université Concordia



DE GAUCHE À DROITE : DENISE LAROUCHE, JACQUES PANNETON, MARC BOUTET, DENIS REGNAUD,
LISE BISSONNETTE, RÉJEAN SAVARD, OLEG STANEK, IRENE F. WHITTOME, JACQUES DESAUTELS.
ABSENTS : CARMEN CATELLI ET PHILIPPE SAUVAGEAU.

Le secrétaire général du conseil est monsieur Ghislain Roussel, directeur des affaires juridiques. Messieurs Marc Boutet et Denis Regnaud sont membres depuis le 2 février 2000 et remplacent madame Lise Cloutier et monsieur Daniel Langlois qui ont respectivement démissionné en septembre et en juin 1999. Mesdames Carmen Catelli et Denise Larouche ont été désignées le 9 août 1999. Deux postes sont à pourvoir, soit deux usagers de la Grande bibliothèque du Québec, dont un résident de Montréal. Ces postes seront comblés lors de l'ouverture de la bibliothèque.

ACTIVITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Des réunions du conseil ont eu lieu les 14 mai, 14 juin, 9 septembre, 11 novembre et 17 décembre 1999 et le 9 mars 2000. La ministre de la Culture et des Communications, madame Agnès Maltais, a rencontré les membres du conseil d'administration le 9 mars 2000.

Les principales politiques et réglementations adoptées par le conseil d'administration au cours de l'exercice financier 1999-2000 ont porté sur les aspects suivants :

- Budget de la GBQ pour les exercices financiers 1999-2000 et 2000-2001 ;
- Code d'éthique et de déontologie des administrateurs publics de la GBQ ;
- Formation, mandat, fonctionnement et composition des trois comités consultatifs du conseil d'administration ; règles de remboursement des dépenses des membres ;
- Création de la Fondation de la Grande bibliothèque du Québec ;
- Règles de gestion financière, effectifs et conditions de travail du personnel qui tient compte de l'accroissement des effectifs et du nouvel organigramme ;
- Entente entre la Bibliothèque nationale du Québec et la GBQ ;
- Entente cadre entre la ministre de la Culture et des Communications, la GBQ et la Ville de Montréal ;

- Mise en valeur des collections patrimoniales de la Bibliothèque centrale de Montréal et de la Bibliothèque nationale du Québec ;
- Règlement du concours international d'architecture pour le choix de l'architecte devant réaliser les plans et devis du bâtiment ;
- Version finale du *Programme des activités et des espaces de la Grande bibliothèque du Québec* et de l'*Orientation immobilière de la Grande bibliothèque du Québec* ;
- Ébauche du plan triennal.

CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES ADMINISTRATEURS PUBLICS DE LA GBQ

Le conseil d'administration a adopté son code d'éthique et de déontologie. Ce code est en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1999 et tous les membres du conseil d'administration, ainsi que le secrétaire général, assujetti à ce code, ont dûment déposé leur déclaration de conflit d'intérêts et de confidentialité.

Les membres externes des comités consultatifs rattachés au conseil d'administration ont également déposé une déclaration de conflit d'intérêts et de confidentialité. Aucun différend ni litige n'a été soulevé et aucun manquement n'a été noté au cours de l'exercice financier relativement à l'interprétation et à l'application du code d'éthique et de déontologie.

➤ **LES COMITÉS DU CONSEIL ET LEUR MANDAT**

Le conseil d'administration s'était déjà doté d'un comité sur la vérification en 1998 et il a formé le 9 septembre 1999 trois comités consultatifs composés, entre autres, de membres externes au conseil d'administration et du personnel de la GBQ.

Le comité de vérification s'est réuni le 14 mai 1999 et le 9 mars 2000. En font partie :

Jacques Desautels, *président*
Réjean Savard
Oleg Stanek

Le comité consultatif sur la construction s'est réuni le 26 janvier 2000. En font partie :

Alain Lallier, *directeur général, Cégep du Vieux-Montréal, président du comité*
Denise Larouche
Francine Lelièvre, *directrice générale, Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, Pointe-à-Callière*
Jean Roy, *directeur, Bureau de la planification et de la gestion du projet de construction, GBQ*
Philippe Sauvageau
Irene F. Whittome

Le mandat du comité consultatif sur la construction est d'analyser, de recommander et de formuler des avis au conseil d'administration sur les matières suivantes contenues dans l'Orientation immobilière de la GBQ :

- le plan d'ensemble du site du projet de la GBQ ;
- les budgets et échéanciers des phases du projet ;
- le programme de chaque phase élaboré par le Bureau de la planification et de la gestion du projet de construction ;
- les esquisses architecturales, plans et devis préliminaires et les plans et devis définitifs ;
- tout changement majeur aux budgets et au contenu de la programmation déjà approuvé par le conseil d'administration ;
- les projets de règlements des concours.

Le comité consultatif sur les politiques de développement et de gestion des collections et des ressources informationnelles s'est réuni le 23 février 2000. En font partie :

Denis Boisvert, *directeur général, Bibliothèque T.-A. Saint-Germain, Saint-Hyacinthe, président de l'Association des bibliothèques publiques du Québec, président du comité*
Carmen Catelli
Jacques Desautels
Yvon-André Lacroix, *directeur général de la bibliothèque-économie, GBQ*
Denis Regnaud
Réjean Savard

Le mandat de ce comité est le suivant : analyser, recommander et formuler des avis au conseil d'administration quant à l'adoption d'orientations, ou encore, de projets de politique ou de règlement en matière de développement et de gestion des collections et ressources informationnelles de la GBQ. Le tout doit se faire en tenant compte des diverses responsabilités et clientèles de l'institution et des partenaires ou institutions documentaires québécoises.

Le comité consultatif sur les technologies de l'information s'est réuni le 2 mars 2000. En font partie :

Alain Boucher, *directeur des technologies de l'information, GBQ*
Marc Boutet
Jacques Panneton
Jean Payeur, *directeur général, Bibliothèque Gabrielle-Roy, Institut canadien de Québec, président du comité*
Oleg Stanek
Ghilaine Roquet, *directrice de l'informatique, École des Hautes études commerciales*

Le mandat du comité consultatif sur les technologies de l'information est d'analyser, de recommander et de formuler des avis au conseil d'administration relativement à l'environnement technologique, au développement, à l'utilisation et à l'implantation des technologies de l'information et des communications.



INSTITUTIONNEL DE GAUCHE À DROITE : ROBERT ST-JEAN, CAROLE DAVID, LAURA OUELLET,
LISE BISSONNETTE, CAROLINE BERGERON, GHISLAIN ROUSSEL. ABSENTE : MARTHE LAWRENCE

LE PERSONNEL AU 31 MARS 2000

LISE BISSONNETTE

Présidente-directrice générale

BIBLIOTHÉCONOMIE

YVON-ANDRÉ LACROIX

Directeur général de la bibliothéconomie

HÉLÈNE ROUSSEL

Directrice des acquisitions et du traitement documentaire

ALAIN BOUCHER

Directeur des technologies de l'information

MANON BEAUCHEMIN

Bibliothécaire

CONSTRUCTION

JEAN ROY

Directeur du Bureau de la planification et de la gestion
du projet de construction

JACQUES CHARBONNEAU

Responsable de la programmation et de la coordination
opérationnelle du projet de construction

LOUISE LECLERC

Secrétaire de direction

ADMINISTRATION

MONIQUE GOYETTE

Directrice de l'administration et des services internes

SUZIE LEVÊQUE

Chef du service des finances et de l'approvisionnement

PIERRETTE BÉZIER

Responsable des finances et de l'approvisionnement

ANTONELLA D'AGOSTINO

Secrétaire de direction

INSTITUTIONNEL

ROBERT SAINT-JEAN

Directeur de l'informatique et des télécommunications

GHISLAIN ROUSSEL

Secrétaire général et directeur des affaires juridiques

MARTHE LAWRENCE

Directrice des communications

CAROLINE BERGERON

Directrice du développement institutionnel

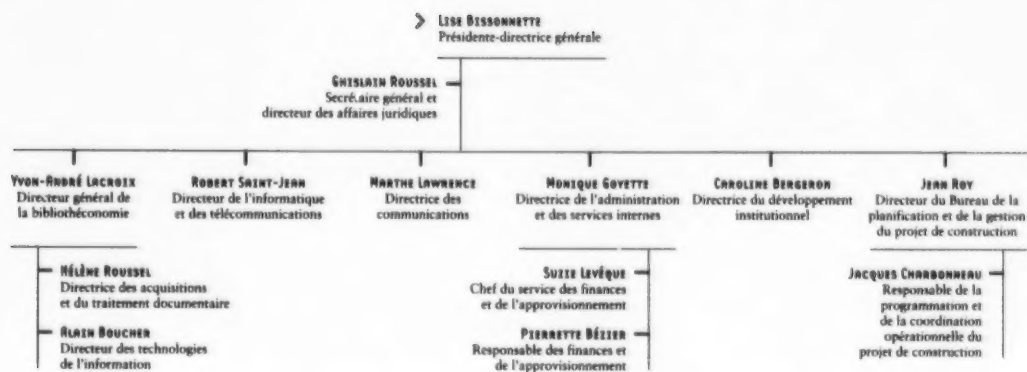
LAURA OUELLET

Secrétaire principale

CAROLE DAVID

Secrétaire de direction

ORGANIGRAMME



BIBLIOTHÉCONOMIE DE GAUCHE À DROITE : YVON-ANDRÉ LACROIX, MAUD BRUCHEMIN, HÉLÈNE ROUSSEL, ALAIN BOUCHER.



CONSTRUCTION DE GAUCHE À DROITE : JACQUES CHARBONNEAU, LOUISE LECLERC, JEAN ROY.



ADMINISTRATION DE GAUCHE À DROITE : SUZIE LEVÉQUE, PIERRETTE BÉZIER, ANTONELLA D'AGOSTINO, MONIQUE GOYETTE.

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE

UNE ANNÉE CHARNIÈRE



LISE BISSONNETTE, PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE

Il est des années charnières dans la vie des institutions et la Grande bibliothèque vient de traverser avec bonheur celle qui marque la transition entre le possible et le réel. Lors de sa première réunion de l'année 2000, le Conseil des ministres du gouvernement du Québec a adopté le décret qui l'a autorisée à procéder à la construction de son édifice, lui en a accordé les crédits, a approuvé les modes de gestion du projet ainsi que les modalités du concours international d'architecture. Le feu vert, donc.

Galvanisée, l'équipe de la GBQ ressemble plus que jamais à une ruche, ce symbole du travail très actif et organisé dont témoigne chaque page du présent rapport annuel. Il ne couvre que la période allant d'avril 1999 à mars 2000 mais il ne peut éviter, dans ces conditions, d'offrir les aperçus des dizaines de chantiers que nous coordonnons en vue de l'ouverture, en 2003, non seulement d'un bâtiment unique mais aussi d'une institution exemplaire.

La rétrospective de 1999, année précédant le décret, permet toutefois de retenir et d'inscrire la trace des travaux préparatoires qui, malgré le temps qu'ils ont semblé consumer, auront à notre avis été indispensables à la cohésion du projet de la GBQ, condition de sa réussite.

Avec la collaboration du ministère de la Culture et des Communications, nous avons réévalué minutieusement le budget et les mécanismes de gestion de la construction de l'édifice de la GBQ, habités par la préoccupation commune d'assurer un strict contrôle du processus de même qu'un ouvrage de la plus grande qualité. Avec la collaboration du conseil d'administration, des milieux de l'édition et des milieux de l'écriture, nous avons mené une réflexion fondamentale sur la mission culturelle de la GBQ, notamment dans la mise en valeur de nos futures collections québécoises qui se retrouveront en son cœur tout en participant aussi aux collections universelles. Avec la collaboration des bibliothèques

publiques du Québec, d'autres institutions documentaires, des groupes de promotion culturelle et l'apport d'élus municipaux, nous avons entrepris la première réflexion concertée sur la mission nationale de la GBQ, grâce à une tournée dans l'ensemble du territoire québécois. Avec la collaboration des organismes culturels, commerciaux et communautaires qui seront nos voisins du Quartier latin et du Centre-Sud de Montréal, nous avons esquissé les voies de notre intégration harmonieuse à notre environnement à la fois complexe et effervescent.

Ainsi avons-nous pu transmettre aux candidats à notre concours international d'architecture, en phase de dépôt de leurs dossiers en mars, non seulement un excellent programme technique mais un véritable esprit des lieux.

L'équipe de la GBQ a une conscience aiguë du privilège qu'est son travail de conception d'une nouvelle institution nationale, en notre époque de mutation culturelle universelle. Elle est redevable à tous ceux qui, des environnements les plus officiels jusqu'aux plus improbables lieux d'échanges en passant par des dizaines de comités, ont accepté d'engager le dialogue, de débattre de nos propositions, de les enrichir et de nous aider à les formuler ou reformuler pour le meilleur. Grâce à ces apports, la création de la GBQ est art et science, et nous continuons à compter sur leur accompagnement.

> >

RAPPORT
DES ACTIVITÉS

LA BIBLIOTHÉCONOMIE



Les projets amorcés pendant les trois premiers mois de 1999 se sont ramifiés tout au cours de l'année autour des grands chantiers que la GBQ doit mener de front, selon un échéancier très serré : les négociations avec les partenaires, la construction, les collections, les technologies de l'information, les services, les ressources humaines et financières. La Direction générale de la bibliothéconomie est directement impliquée dans chacun de ces volets et, déjà préoccupée de l'accessibilité, elle entend tout mettre en œuvre pour que les publics s'approprient la GBQ tout au long de son développement.

LES PARTENAIRES

La Direction de la bibliothéconomie a collaboré avec les Affaires juridiques de la GBQ à la rédaction de protocoles d'entente avec ses partenaires qui sont la Bibliothèque nationale du Québec (BNQ) et la Bibliothèque centrale de Montréal (BCM). L'objectif premier de ces ententes est d'assurer les assises nécessaires à une harmonisation complète de toutes les collections qui formeront la base des collections de la GBQ. Comme avec tous nos partenaires éventuels, nous procéderons dans un esprit d'ouverture et travaillerons en étroite collaboration avec les gestionnaires et leurs représentants.

- Avec la Bibliothèque nationale du Québec, le protocole d'entente signé le 2 février 2000 traite uniquement des collections de diffusion à transférer. Pour concrétiser l'opération, ont d'abord été établis les modes de collaboration et de fonctionnement pour préparer les documents et les données afférentes, et parallèlement ont été identifiés les travaux à réaliser avant le transfert des collections. L'analyse des collections et des données est commencée.

- L'entente cadre entre le ministère de la Culture et des Communications, la GBQ et la Ville de Montréal a été signée le 2 mars 2000. Elle assoit la structure de négociation en vue du transfert des collections de la Bibliothèque centrale de Montréal à la GBQ, des services aux Montréalais et aux bibliothèques de quartier, de la gestion des ressources humaines et de la contribution financière annuelle de la ville de Montréal. Le comité tripartite de négociation composé du ministère de la Culture et des Communications, de la GBQ et de la Ville de Montréal, s'est réuni les 17 et 30 mars 2000. Pour mieux se familiariser et se préparer à son mandat d'offrir des services de qualité aux bibliothèques de quartier et aux Montréalais, la direction a effectué des visites informelles de plusieurs bibliothèques de quartier de la ville de Montréal.

- Autres partenaires de la GBQ, l'Institut Nazareth et Louis-Braille et la Magnétothèque ont signé le 5 juin 1998 une entente sur le livre adapté avec le ministère de la Culture et des Communications. Un plan directeur a déjà précisé les pistes de travail pour mettre en œuvre un guichet unique à la GBQ et les conditions nécessaires à son fonctionnement. L'objectif du guichet unique est de faciliter l'accès aux livres adaptés et d'en améliorer la diffusion auprès des handicapés visuels du Québec, notamment par une banque de données unifiée.

Dans le but de rendre la GBQ également accessible

- aux personnes atteintes de surdité, une première rencontre d'information avec des responsables de l'Institut Raymond-Dewar s'est tenue en décembre 1999 pour mieux leur faire connaître le projet.

Des contacts exploratoires ont également eu lieu

- avec des collègues et des organismes professionnels de même qu'avec des représentants de diverses institutions intéressées à échanger ou à explorer des avenues possibles de collaboration à plus ou moins long terme : La Bibliothèque nationale du Canada, Hydro-Québec, l'Office national du film, la Phonothèque québécoise, les Services documentaires multimédia, la Société de généalogie canadienne française, la Société Radio-Canada. Enfin, des visites informelles de bibliothèques municipales de la région de Montréal ont eu lieu.

LE PLAN TRIENNAL

Selon l'article 17 de la *Loi sur la Grande bibliothèque du Québec*, celle-ci doit présenter un plan triennal de développement de ses activités. Dès l'automne, en collaboration avec les membres de la Direction de la GBQ, les grandes orientations ont été ébauchées. Un premier énoncé de la mission de la GBQ sert de préambule au document. Ce plan a été vu et étudié par les diverses instances, dont le conseil d'administration et ses trois comités consultatifs. Enrichi par leurs ajouts et commentaires, il sera complété au cours du prochain exercice financier.

LA COLLECTION PATRIMONIALE

La Direction de la bibliothéconomie, en étroite collaboration avec le Bureau de la planification et de la gestion du projet de construction, a particulièrement travaillé à la mise à jour du document de base *Programme des activités et des espaces*, notamment pour assurer une visibilité accrue à l'édition québécoise du secteur commercial, c'est-à-dire les exemplaires de diffusion des livres publiés au Québec et provenant de la BNQ. Cette collection a été estimée à 180 000 volumes en 1997 et devrait atteindre un maximum de 258 600.

Une discussion a été lancée quant à la place que la GBQ, la plus grande bibliothèque publique au Québec, doit accorder à l'édition nationale, reflet de la culture québécoise. Rappelons que la GBQ a un double mandat, celui d'une bibliothèque grand public et d'une bibliothèque qui doit fournir « une vitrine privilégiée pour l'édition québécoise qu'elle diffuse et met en valeur et dont elle accroît le rayonnement ». Elle a donc deux collections qui ont deux statuts bien distincts de circulation : une collection de prêt et une collection patrimoniale de consultation sur place.

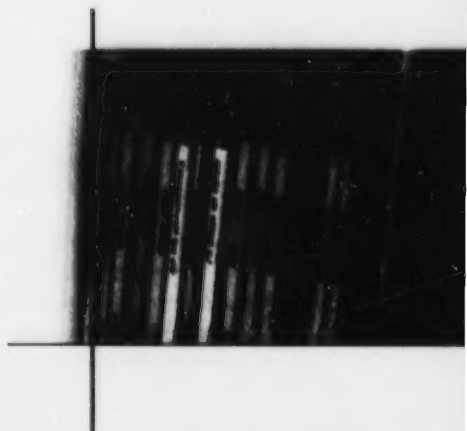
La collection de prêt grand public est constituée de documents publiés dans le monde, incluant le Québec. La base de cette collection provient de la Bibliothèque centrale de Montréal (440 000 livres) et des milliers d'acquisitions que fera la GBQ. Chaque titre de l'édition québécoise devrait s'y retrouver en au moins un exemplaire s'il est disponible ou à plusieurs exemplaires selon la demande, reflétant ainsi la variété et la créativité de l'édition québécoise.

La collection patrimoniale de consultation sur place est constituée de documents patrimoniaux accessibles au public mais pour consultation sur place. Elle provient de deux bibliothèques : documents patrimoniaux publiés au Québec et relatifs au Québec et provenant de la Bibliothèque nationale du Québec ; documents patrimoniaux provenant de la Bibliothèque centrale de Montréal, notamment de la Salle Gagnon.

Après la constitution d'un comité spécial de travail, en juin 1999, auquel ont participé l'Association nationale des éditeurs, l'Union des écrivaines et écrivains québécois et le ministère de la Culture et des Communications, le conseil d'administration a donné son aval au scénario de la mise en valeur dans une surface distincte. Le conseil d'administration a aussi résolu, à l'unanimité, que cette collection thématique particulière, dénommée *Collection québécoise*, soit d'un point de vue spatial circonscrite au cœur de l'édifice, en relation étroite avec les bibliothèques de Langues et littérature et d'Histoire.

LES COLLECTIONS

Au-delà de l'immeuble à construire, ce sont ses collections et leur richesse qui feront la raison d'être de la GBQ. Les attentes de l'ensemble de la population québécoise à ce niveau sont énormes. La GBQ se doit de réunir rapidement les collections des partenaires et de procéder à l'acquisition de dizaines de milliers de livres surtout destinés à l'emprunt. S'ajoutent à ces livres un





grand nombre de documents sur supports variés : journaux, revues, publications gouvernementales, microformes, partitions musicales, enregistrements sonores, disques compacts, cassettes audio, logiciels, cédéroms, livres rares, livres d'artistes, photographies, affiches, estampes, cartes postales, cartes et plans.

La directrice des acquisitions et du traitement documentaire est entrée en fonction le 8 novembre 1999 ; pour la seconder, deux coordonnatrices, l'une pour le traitement documentaire et l'autre pour les acquisitions et le développement des ressources documentaires et informationnelles, seront intégrées à l'équipe en avril 2000. Les priorités de la directrice des acquisitions ont porté sur l'élaboration d'un plan d'action préliminaire et sur l'évaluation des coûts des travaux à entreprendre pour l'acquisition et le traitement des collections et des données sous-jacentes.

La politique de développement des collections et des ressources informationnelles a été amorcée. Il en résultera une politique générale qui fera l'objet d'une discussion avec plusieurs intervenants, dont le comité consultatif sur les politiques de développement et de gestion des collections et ressources informationnelles.

LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET LES SERVICES

Le directeur des technologies de l'information est entré en fonction le 21 février 2000 et travaille à trouver, à court terme, les moyens techniques d'hébergement des données des notices catalographiques de nos partenaires et, à plus long terme, à mettre en place le système intégré de gestion de bibliothèque.

Comme une autre de nos priorités est de rejoindre d'abord les partenaires institutionnels les plus proches, en l'occurrence les bibliothèques publiques, un service en ligne pourrait être offert d'ici l'automne 2000, par exemple une bibliothèque de référence électronique.



LA CONSTRUCTION ET LE CONCOURS INTERNATIONAL D'ARCHITECTURE >

L'année 1999-2000 est une étape clé du projet de la construction de la Grande bibliothèque du Québec. Le 19 janvier 2000, le gouvernement du Québec accordait le décret autorisant le budget de construction, la procédure et les règles du concours international d'architecture ainsi que le *Programme des espaces et des besoins*.

Antérieurement à ce décret, le Bureau de la planification et de la gestion du projet de construction a raffiné, en étroite collaboration avec la Direction de la bibliothéconomie, le *Programme des activités et des espaces* afin d'assurer une visibilité accrue à la collection québécoise. Cet exercice de révision s'est étendu aux interrelations avec les autres secteurs de la bibliothèque tout en précisant certains espaces dédiés aux activités d'animation et d'administration, notamment l'ajout d'un mini-centre des congrès et conférences et une allée des bouquinistes. Le Bureau a travaillé à une réévaluation minutieuse des coûts de construction de l'édifice, à partir de différents scénarios permettant de soulever l'impact sur les coûts de construction.

Le document final de l'orientation immobilière présente, entre autres, l'évaluation des coûts du projet, le modèle de gestion de la construction et l'échéancier de la construction. En complément de l'orientation immobilière, différentes études visant à élaborer le concept architectural ont été commandées. Il s'agit d'une étude patrimoniale, une étude de circulation, une étude sur l'intégration urbaine, une étude d'arpentage et finalement une étude géotechnique. En collaboration avec le service de l'administration et des services internes, une étude sur la construction d'un stationnement souterrain a été effectuée.

Afin de bien préciser les attentes tant au niveau des composantes architecturales et matérielles qu'au niveau de l'articulation des ressources humaines et documentaires et de la mise en valeur d'une collection patrimoniale, on a visité en 1999, avec la Direction de la bibliothéconomie, plusieurs bibliothèques publiques et d'enseignement, notamment, à Montréal et à Vancouver ainsi qu'aux

Pays-Bas et en Scandinavie. Ces visites ont permis de saisir les différents types d'organisation fonctionnelle dans les bibliothèques, les derniers développements dans leur architecture et l'intégration des nouvelles technologies. Le défi est de concevoir un espace organisé et structuré sur le plan bibliothéconomique qui soit également accessible et convivial pour ses clientèles.

Enfin, le Bureau a pour mandat de mettre sur pied un concours de design, dont le lancement est prévu dans la prochaine année.

CONCOURS INTERNATIONAL D'ARCHITECTURE

Première étape publique de la construction de la Grande bibliothèque, le concours d'architecture a nécessité la collaboration de toutes les directions de l'institution et le recrutement d'une conseillère professionnelle, madame Louise Amiot, retenue à la suite d'un appel public de candidature en mai 1999. Une procédure de concours, un mode de gestion, une réglementation propre à celui-ci, un échéancier strict et un budget ont d'abord été élaborés par l'équipe de la GBQ avant d'être soumis et approuvés par l'Ordre des architectes du Québec, le conseil d'administration de la GBQ et le gouvernement du Québec. Le jury a été constitué en collaboration avec sa présidente, madame Phyllis Lambert, présidente et fondatrice du Centre Canadien d'Architecture et un comité technique a été mis sur pied pour veiller à la conformité des candidatures. Le directeur des affaires juridiques assume le rôle de secrétaire du jury.

Le 21 janvier 2000, la GBQ annonçait le décret gouvernemental et lançait le concours international d'architecture. L'annonce a été faite conjointement par la ministre de la Culture et des Communications, Madame Agnès Maltais, la présidente du jury du concours, madame Phyllis Lambert, et présidente-directrice générale de la GBQ, madame Lise Bissonnette.

Le placement médias subséquent a permis de rejoindre les architectes d'ici et d'ailleurs. Un dépliant d'information portant sur l'appel international de candidature a été distribué à 2000 exemplaires auprès des organisations et associations d'architectes d'une trentaine de pays.

En mars 2000, la GBQ rendait publics les résultats de la première étape du concours : 37 dossiers ont été déposés, 11 des firmes ou regroupements provenaient du Québec et 26 autres de l'extérieur du Québec, pour un total de 11 pays représentés. En tenant compte des regroupements, plus d'une soixantaine de firmes ont participé à ce premier concours international d'architecture tenu au Québec pour un bâtiment public, un résultat hautement satisfaisant pour le type de concours retenu. L'annonce des cinq finalistes aura lieu en avril 2000 et deux mois plus tard on connaîtra le lauréat du concours.



COMPOSITION DU JURY DU CONCOURS INTERNATIONAL D'ARCHITECTURE DE GAUCHE À DROITE :
 DEBOUT : HÉLÈNE LAPERRIÈRE, URBANISTE, PRÉSIDENTE DE CULTURE ET VILLE, MONTRÉAL,
 GEORGES ADAMCIUK, DESIGNER, DIRECTEUR DE L'ÉCOLE D'ARCHITECTURE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL,
 MARY JANE LONG, ARCHITECTE, SPÉCIALISÉE EN BIBLIOTHÈQUE, LONDRES,
 IRENE F. WHITTOME, ARTISTE ET PROFESSEURE EN ARTS PLASTIQUES, UNIVERSITÉ CONCORDIA, MONTRÉAL,
 BERNARD TSCHUMI, ARCHITECTE, DOYEN DE LA GRADUATE SCHOOL OF ARCHITECTURE,
 PLANNING AND PRESERVATION, COLUMBIA UNIVERSITY, NEW YORK
 ASSIS : RUTH CRAWKER, ARCHITECTE, TORONTO, NICE,
 YVON-ANDRÉ LACROIX, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA BIBLIOTHÉCONOMIE, GBQ,
 PHYLLIS LAMBERT, PRÉSIDENTE DU JURY,
 LISE BISSONNETTE, PRÉSIDENTE-DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA GBQ

INFRASTRUCTURE INFORMATIQUE



Le directeur de l'informatique et des télécommunications est entré en fonction le 28 février 2000. Son service dotera la Grande bibliothèque du Québec de l'infrastructure technologique nécessaire pour soutenir les processus actuels et futurs de l'organisation. Il doit garantir un accès convivial aux services, la sécurité, la flexibilité et la grande qualité des informations.

RECENSEMENT DES BESOINS

La Direction de l'informatique et des télécommunications a débuté le recensement des besoins, reliés à la gestion du bâtiment et à l'architecture globale de l'ensemble des systèmes d'information. De concert avec l'équipe de construction du bâtiment, la Direction vise à planifier et prévoir, dès maintenant, les besoins en matière de téléphonie, de réseautique, de câblage, de sécurité physique et d'emplacement des équipements informatiques. En outre, elle compte recenser l'ensemble des besoins des utilisateurs concernés et développer l'architecture optimale pour harmoniser efficacement tous les systèmes d'information.

Une évaluation des tendances technologiques a été amorcée. Cette analyse veut distinguer parmi les technologies émergentes ou confirmées celles qui, en 2003 et pour les premières années d'activité, seront porteuses, éprouvées et permettront la synergie des technologies et des besoins de services pour faire de la GBQ un centre de référence dans le domaine.

PLANIFICATION STRATÉGIQUE

L'élaboration du plan budgétaire triennal de la Direction de l'informatique et des télécommunications pour le démarrage de la GBQ est en cours depuis le début de 2000. Les prochaines étapes porteront sur le calendrier de mise en application des projets de chacune des directions et celui du début des travaux de construction. La Direction de l'informatique et des télécommunications a aussi mis en marche les travaux suivants : l'élaboration des politiques et normes de sécurité ; la mise en place du réseau informatique pour le partage de l'information ; le soutien des autres directions dans leurs démarches d'informatisation ; la préparation des réponses aux besoins d'une clientèle diversifiée.

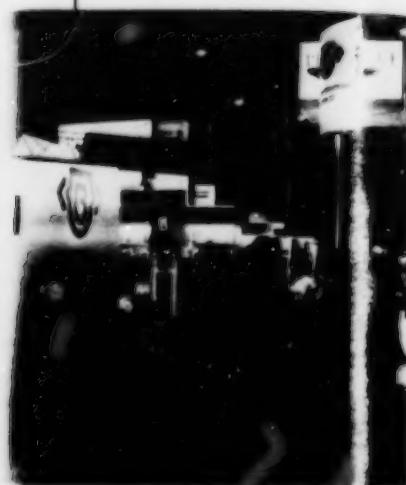


LES LIENS AVEC LE MILIEU ET L'INFORMATION PUBLIQUE

L'exercice financier qui se termine a permis d'accroître nos liens avec le milieu des bibliothèques, des organismes associés aux livres et à la promotion de la lecture ainsi qu'avec les organismes du Quartier latin et du Centre-Sud de Montréal.

La présidente-directrice générale a complété en juin 1999 la tournée de l'ensemble des régions du Québec, ce qui lui a permis d'échanger avec plus de 400 personnes du secteur des bibliothèques, de la lecture et du livre et des élus municipaux. Indispensable aux travaux de planification de la GBQ, cette tournée a permis de mieux percevoir les besoins et les services attendus, de l'accès aux livres et à la documentation jusqu'à la promotion de la lecture. La GBQ est ainsi mieux outillée pour inscrire de grandes orientations dans son plan triennal. Nos partenaires ont reçu le rapport de cette tournée.

Par la suite et dans le même esprit, la Direction des communications a planifié et coordonné, en collaboration avec le Bureau de la planification et de la gestion du projet de construction, un exercice de réflexion sur les enjeux que soulève l'arrivée de la GBQ dans le quartier Centre-Sud de Montréal. En collaboration avec la Corporation de développement économique Centre-Sud/Plateau Mont-Royal, la GBQ a réuni en octobre et novembre 1999 des représentants de près de 60 organismes culturels, sociaux, communautaires, commerciaux et institutionnels du quartier lors de trois rencontres thématiques portant sur les nombreux défis de son insertion dans le quartier. Une rencontre synthèse a permis de dégager certaines lignes de force quant aux rôles social et culturel de la GBQ et aux choix d'aménagement entourant le site de construction. Les participants voyaient en la GBQ un carrefour identitaire du quartier. Ils ont souhaité que le quartier se dote d'un plan d'aménagement global afin de corriger des déficiences urbaines majeures. Le rapport de l'exercice a été transmis à tous les participants ainsi qu'à la Ville de Montréal, principal partenaire en matière d'aménagement. Une rétroaction avec les intervenants du quartier a été inscrite dans le mode de gestion de la construction de la GBQ.



STAND D'EXPOSITION DE LA GRANDE
BIBLIOTHÈQUE DU QUÉBEC

INFORMATION POUR LE GRAND PUBLIC

Pendant l'exercice financier 1999-2000, nous avons mis l'accent sur la création et la diffusion d'outils d'information publique.

La GBQ a participé au Salon du livre de Montréal de novembre 1999 et au Salon du livre de l'Outaouais en mars 2000. Nous avons constaté l'intérêt certain des visiteurs pour le projet et colligé leurs questions sur les services qui leurs seront dispensés tout en prenant acte de leur souci de voir cette nouvelle institution accessible, ouverte à tous. À la lumière de cette expérience, à laquelle a participé tout le personnel, nous prévoyons être présents à au moins quatre autres salons du livre au Québec d'ici 2001, dont le Salon international du livre de Québec et le Salon du livre de l'Abitibi-Témiscamingue. Des étudiants de l'École de bibliothéconomie de l'Université de Montréal seront recrutés et formés pour animer le kiosque. Cette nouvelle forme de visibilité a nécessité la création d'un kiosque d'information, la production des éléments d'information, (vidéo sur les grandes bibliothèques dans le monde, dépliant d'information générale) ainsi que la coordination des activités d'animation du kiosque.

Plus de 70 000 exemplaires du dépliant d'information ont également été distribués partout au Québec, dans les bibliothèques publiques et institutionnelles, les librairies, les organismes gouvernementaux, chez les membres de regroupements professionnels, etc.

Le site Internet est assurément un outil d'information performant. Tous les renseignements sur l'évolution du projet de construction, sur le concours d'architecture, ainsi que les allocutions prononcées par la direction de la GBQ et les communiqués sur le recrutement sont proposés régulièrement sur le site. Il attirait autour de 5000 visiteurs en mars 2000. Le développement, la supervision et la correction des contenus rédactionnels du site Internet sont assurés par la Direction des communications. Un webmestre pigiste en assure la programmation et la mise à jour.

La GBQ a travaillé activement, en collaboration avec l'Association des bibliothèques publiques, à la prépara-

tion de la Semaine des bibliothèques publiques tenue du 17 au 24 octobre 1999. Lancée par la ministre de la Culture et des Communications, madame Agnès Maltais, et par le porte-parole de la Semaine, monsieur Claude Charron, la Semaine des bibliothèques a mis l'accent sur la promotion des nouveaux services offerts dans les bibliothèques. Une série d'activités dans le réseau des bibliothèques publiques a souligné l'événement. La directrice des communications participe avec le comité organisateur à la planification de l'édition 2000 de la Semaine des bibliothèques publiques. La GBQ assure également un important soutien financier à l'événement.

La Direction des communications a par ailleurs entrepris la planification des actions de communications pour les prochaines années afin d'assurer la plus grande transparence des activités de la GBQ et une appropriation de cette nouvelle institution par la population québécoise.

LA FONDATION ET LES PARTENARIATS



L'exercice financier se termine par la création de la Direction du développement institutionnel dont la directrice est entrée en fonction le 31 janvier 2000. Celle-ci s'est notamment activée à définir le cadre d'une fondation vouée à supporter sa mission, ses programmes et ses activités.

À partir de maintenant, la Fondation de la Grande bibliothèque du Québec canalise les ressources financières d'appoint vers l'institution. Elle peut, en vertu de sa loi constitutive, recevoir des dons, des legs ou d'autres contributions. La Fondation devient ainsi l'outil lui permettant d'accueillir de tels dons et legs tout en ayant une mission claire, celle d'appuyer le développement des collections, des programmes, des activités et des projets mis de l'avant par la Grande bibliothèque du Québec et son conseil d'administration. La Fondation peut solliciter et

recevoir des dons, legs ou autres contributions de même nature en argent, en nature, en valeurs mobilières ou immobilières. Elle peut administrer ces derniers et mettre sur pied des campagnes de souscription. L'incorporation de la Fondation a été assurée par la Direction des affaires juridiques.

La Direction du développement institutionnel planifie des alliances avec des partenaires extérieurs, des projets pour dynamiser les liens avec les futurs usagers et des relations d'affaires. Au cours des prochains mois, ces projets se concrétiseront par la mise en place graduelle de services spécialisés accessibles par le réseau Internet. Sont également en développement des activités d'animation propres à répondre à des besoins spéciaux, dont l'alphabétisation, ou des clientèles en particulier comme les communautés culturelles ou encore les travailleurs autonomes.

L'ADMINISTRATION ET LES POLITIQUES INTERNES



Une subvention de 2 044 400 \$ a été accordée à la Grande bibliothèque du Québec pour l'exercice financier 1999-2000 et des effectifs pouvant atteindre l'équivalent de 30 postes à temps complet ont été autorisés. La GBQ termine l'année financière avec un surplus de 573 043 \$ et des effectifs équivalent de 18 postes, dont 3 postes en contrat de service. Nous aurons besoin de toutes nos ressources dans les prochains mois pour développer tous les projets, notamment pour les travaux qui découlent des ententes avec la Bibliothèque nationale du Québec et la Ville de Montréal relativement au transfert de collections à la Grande bibliothèque du Québec et pour la construction de l'édifice.

L'équipe de direction est complétée à l'exception de la Direction de la référence en bibliothéconomie et de la Direction des ressources humaines, ce qui permettra de planifier concrètement les activités nécessaires à l'ouverture de la Grande bibliothèque dans tous les secteurs. Des travaux de réflexion ont été amorcés avec les gestionnaires concernant les besoins en personnel en préparation de l'ouverture de l'édifice.

Les besoins en ressources humaines ont été comblés en nous référant selon les besoins à des consultants dans différents domaines, notamment en droit, en comptabilité, en bibliothéconomie et en informatique.

Au cours de l'année, des travaux sur la présentation des états financiers, l'application de normes comptables en bibliothéconomie, les règles budgétaires, la planification financière et le contrôle financier ont été menés. De plus, nous avons soutenu les directions dans leur planification budgétaire pour les années de démarrage.

Les règles d'acquisition de biens et de services et les règles de suivi ont été précisées avec tout le personnel. L'organisation physique des lieux et l'installation du personnel au fur et à mesure des embauches ont été planifiées par la Direction de l'administration et des services internes.

POLITIQUES INTERNES

Le secrétariat général de la GBQ assume la rédaction de diverses politiques et réglementations administratives tandis que la Direction de l'administration et des services internes en assume l'exécution. Voici une liste sommaire de celles qui ont été adoptées au cours de l'exercice financier qui se termine :

- Accès à l'information et protection des renseignements personnels
- Adjudication des contrats de services professionnels, de construction, de services auxiliaires
- Adhésion à des organismes professionnels
- Aide financière à des événements
- Code d'éthique et de déontologie du personnel
- Droit d'auteur
- Politique linguistique
- Sécurité des actifs informationnels et de l'information électronique

LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

La version finale de la politique linguistique a été approuvée par l'Office de la langue française le 7 avril 2000, mais la GBQ l'a mise en œuvre depuis plusieurs mois de même que les politiques et réglementations gouvernementales en vigueur en la matière.

Un responsable de l'application de la politique linguistique a été désigné et un comité interne sur le respect de la politique linguistique a été constitué. Les dispositions de cette politique sont prises en considération dans les formulaires, bons de commandes et contrats ainsi que dans l'élaboration et la conclusion des contrats de services ou de construction et des appels d'offres. Le personnel responsable des achats reçoit systématiquement

copie de l'information relative aux entreprises non conformes à la politique linguistique, s'agissant notamment du certificat de francisation.

Il en est de même pour la dotation des postes et le concours international d'architecture. Le personnel a été sensibilisé à cette politique linguistique. La GBQ a veillé à ce que le personnel concerné reçoive et ait accès aux outils de travail nécessaires. Enfin, la Direction de l'informatique et des télécommunications et la Direction des technologies de l'information ont été tout particulièrement informées des règles relatives au français dans les technologies de l'information. En outre de l'activité continue de sensibilisation, les efforts porteront, au cours de l'exercice financier 2000-2001, sur la formation ou le perfectionnement du personnel.

PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

La GBQ a adopté une politique de protection des renseignements personnels, laquelle comporte des clauses détaillées sur les sondages, notamment. Le personnel est informé de son contenu, comme tout nouvel employé.

Cette obligation et le respect de la protection des renseignements personnels font partie intégrante des devoirs et obligations du personnel. Le code d'éthique et de déontologie ainsi que les règles de protection des renseignements personnels sont complétés par une politique sur la sécurité des actifs informationnels et de l'information électronique. Celle-ci sera accompagnée d'un plan et de mesures précises en matière de sécurité, incluant la confidentialité des renseignements personnels et la destruction des documents confidentiels.

Le plan de classification et le calendrier de conservation des documents contiennent des dispositions et des délais de conservation détaillés relatifs à la protection des renseignements personnels et à l'accès à de tels rensei-

gnements et à d'autres documents confidentiels, ou à leur modification. Un registre d'autorité a été mis en place.

Un responsable de la protection des renseignements personnels a été nommé et un comité a été formé. Le responsable participe aux réunions ou travaux du ministère de la Culture et des Communications et du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration à propos de la protection des renseignements personnels. La GBQ a adopté un plan d'action et la présidente-directrice générale a signifié des attentes aux cadres supérieurs et intermédiaires, lesquels doivent agir de même envers le personnel sous leur direction.

Pour l'exercice financier 2000-2001, les actions prioritaires porteront, entre autres, sur la sensibilisation du personnel, la mise en place des plans et mesures de sécurité, l'établissement d'un comité de sécurité de l'information, le registre des communications et la négociation du cadre rigoureux d'obtention de données ou d'échange de renseignements avec la Bibliothèque nationale du Québec et la Bibliothèque centrale de Montréal concernant leurs clientèles ou usagers.



ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DE LA DIRECTION >

Les états financiers de la Grande bibliothèque du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

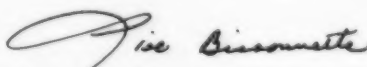
Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Grande bibliothèque reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

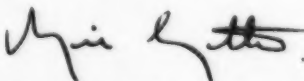
Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par

le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Grande bibliothèque, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Présidente-directrice générale



Directrice de l'administration et des services internes

Montréal, le 12 mai 2000

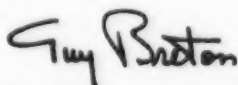
RAPPORT DU VÉRIFICATEUR ➤

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

J'ai vérifié le bilan de la Grande bibliothèque du Québec au 31 mars 2000 et les états des revenus et dépenses ainsi que de l'évolution des actifs nets de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Grande bibliothèque. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Grande bibliothèque au 31 mars 2000, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.



Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 12 mai 2000

**REVENUS ET DÉPENSES
DE L'EXERCICE TERMINÉ
LE 31 MARS 2000**



	2000 (12 MOIS)	1999 (9 MOIS)
• REVENUS		
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	2 044 400 \$	898 100 \$
INTÉRÊTS SUR DÉPÔTS BANCAIRES	35 559	-
	<u>2 079 959</u>	<u>898 100</u>
• DÉPENSES		
TRAITEMENTS ET AVANTAGES SOCIAUX	840 496	298 744
SERVICES PROFESSIONNELS, ADMINISTRATIFS ET AUTRES	298 901	87 147
LOYER	97 418	41 470
TRANSPORT ET COMMUNICATIONS	149 881	38 038
FOURNITURES ET APPROVISIONNEMENTS	72 186	20 818
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	81 397	16 614
	<u>1 506 916</u>	<u>499 831</u>
• EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	<u>573 043 \$</u>	<u>398 269 \$</u>

**ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS
DE L'EXERCICE TERMINÉ
LE 31 MARS 2000**



	2000			1999	
	INVESTIS EN IMMOBILISATIONS	NON AFFECTÉS	TOTAL	TOTAL	
• ACTIFS NETS AU DÉBUT	110 317 \$	287 952 \$	398 269 \$	-	
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	(81 397)	624 440	573 043	398 269	
INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS	200 534	(200 534)	-	-	
• ACTIFS NETS À LA FIN	<u>259 454 \$</u>	<u>711 858 \$</u>	<u>971 312 \$</u>	<u>398 269 \$</u>	

BILAN
AU 31 MARS 2000



	2000	1999
• ACTIF		
À COURT TERME		
ENCAISSE	930 881 \$	800 \$
SUBVENTION À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	29 800	399 771
DÉBITEURS	1 000	-
FRAIS PAYÉS D'AVANCE	12 019	7 883
	973 400	408 154
IMMOBILISATIONS (NOTE 3)	289 484	110 317
	<u>1 232 884 \$</u>	<u>518 471 \$</u>
• PASSIF		
À COURT TERME		
CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS	261 842 \$	120 202 \$
• ACTIFS NETS		
ACTIFS NETS INVESTIS EN IMMOBILISATIONS	289 484	110 317
ACTIFS NETS NON AFFECTÉS	711 898	287 982
	971 312	398 289
	<u>1 232 884 \$</u>	<u>518 471 \$</u>

Pour le conseil d'administration

Lise Bissonnette

Jacques Desautels

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

La Grande bibliothèque du Québec, constituée par la *Loi sur la Grande bibliothèque du Québec* (L.Q., 1998, c. 38), a pour mission d'offrir un accès démocratique à la culture et au savoir et d'agir à cet égard comme catalyseur auprès des institutions documentaires québécoises. Cette loi a été sanctionnée le 20 juin 1998 et la Grande bibliothèque a débuté ses opérations le 5 août 1998.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de la Grande bibliothèque ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie estimative, soit :

Mobilier et équipement : 5 ans

Équipement informatique : 3 ans

Améliorations locatives : durée restante du bail soit jusqu'au 30 septembre 2000

3. IMMOBILISATIONS

	2000			1999
	Coût	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
PROJET DE CONSTRUCTION	90 848 \$	— \$	90 848 \$	— \$
MOBILIER ET ÉQUIPEMENT	73 492	15 848	57 644	47 012
ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	126 176	28 768	97 411	49 731
AMÉLIORATIONS LOCATIVE	37 249	23 398	13 851	17 874
	327 465 \$	68 011 \$	259 454 \$	110 317 \$

Le 19 janvier 2000, la Grande bibliothèque a eu l'autorisation du gouvernement du Québec d'acquérir le site du Palais du Commerce et d'y construire un immeuble de 33 000 mètres carrés. Le coût total prévu de ce projet est de 90 636 310 \$. Le gouvernement du Québec a autorisé la Grande bibliothèque à financer ce projet par des emprunts temporaires jusqu'au 31 octobre 2003. Au 31 mars 2000, aucun emprunt temporaire n'a été effectué. Les coûts cumulés au 31 mars 2000 s'élèvent à 90 548 \$ et se répartissent comme suit :

GESTION DU PROJET	43 602 \$
ÉTUDES PRÉLABLES ET CONCOURS	46 946
	<hr/>
	90 548 \$
	<hr/>

Les acquisitions de l'exercice s'élèvent à 200 534 \$.

4. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, la Grande bibliothèque est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Grande bibliothèque n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

6. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de la Grande bibliothèque participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de la Grande bibliothèque imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 31 995 \$ (1999 : 12 250 \$). Les obligations de la Grande bibliothèque envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

ANNEXE



ANNEXE

Conformément au troisième alinéa de l'article 3.0.2 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (L.R.Q., c. M-30), la GBQ doit rendre le code accessible au public et le publier dans son rapport annuel.

RÈGLEMENT SUR LE CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES ADMINISTRATEURS PUBLICS DE LA GRANDE BIBLIOTHÈQUE DU QUÉBEC

(Élaboré en vertu du *Règlement sur la déontologie des administrateurs publics*, Décret 824-98 du 17 juin 1998 et adopté en vertu de la résolution no CA-99-14 du conseil d'administration de la Grande bibliothèque du Québec, ci-après désignée la GBQ)

CHAPITRE I OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

- 1 Le présent règlement sur le code d'éthique et de déontologie des administrateurs publics de la Grande bibliothèque du Québec, ci-après la GBQ, a pour objet de préserver la confiance des citoyens en l'intégrité et l'impartialité de la GBQ, de favoriser la transparence au sein de la GBQ et de responsabiliser les administrateurs publics de la GBQ.
- 2 Le présent règlement s'applique aux membres du conseil d'administration et au président-directeur général de la GBQ, ainsi qu'au secrétaire général de la GBQ.
- 3 Les personnes déjà régies par des normes de déontologie en vertu de la *Loi sur la fonction publique* (L.R.Q., chapitre F-3.1.1) sont de plus soumises au présent règlement lorsqu'elles occupent des fonctions d'administrateur public au sein de la GBQ.
- 4 Pour l'application du présent règlement, est assimilée au président du conseil d'administration toute personne qui remplit des fonctions équivalentes aux siennes et sont assimilés au conseil d'administration le comité exécutif et les comités consultatifs du conseil d'administration de la GBQ.

Pour les fins du présent règlement, l'expression « administrateur public » renvoie aux personnes et administrateurs publics visés par le présent règlement et le mot « code » renvoie au présent règlement, à savoir le Code d'éthique et de déontologie des administrateurs publics de la Grande bibliothèque du Québec.

CHAPITRE II PRINCIPES GÉNÉRAUX D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

- 5 L'administrateur public de la GBQ est nommé ou désigné pour contribuer, dans le cadre de son mandat, à la réalisation de la mission de la GBQ et, le cas échéant, à la bonne administration de ses biens.
- 6 La contribution de l'administrateur public de la GBQ doit être faite, dans le respect du droit, avec honnêteté, impartialité, intégrité, loyauté, prudence, diligence, efficacité, assiduité et équité.
- 7 L'administrateur public de la GBQ est tenu, dans l'exercice de ses fonctions, de respecter les principes d'équité et les règles de déontologie prévus par la loi et le *Règlement sur la déontologie des administrateurs publics* édicté par le Décret 824-98 du 17 juin 1998, ainsi que ceux établis dans le présent code.

En cas de divergence, les principes et les règles les plus exigeantes s'appliquent.

L'administrateur public doit, en cas de doute, agir selon l'esprit de ces principes et de ces règles et il doit organiser ses affaires personnelles de telle sorte qu'elles ne puissent pas nuire à l'exercice de ses fonctions.

L'administrateur public qui, à la demande d'un autre organisme ou d'une autre entreprise du gouvernement, exerce des fonctions d'administrateur public dans cet organisme ou cette entreprise, ou en est membre, est tenu aux mêmes obligations.

- 8 L'administrateur public est tenu à la discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et il est tenu, à tout moment, de respecter le caractère confidentiel de l'information ainsi reçue.

Cette obligation n'a pas pour effet d'empêcher un administrateur public représentant ou lié à un groupe d'intérêts particulier de le consulter ou de lui faire rapport, sauf si l'information est confidentielle suivant la loi ou si le conseil d'administration exige le respect de la confidentialité.

- 9 Le président du conseil d'administration de la GBQ doit faire preuve de réserve dans la manifestation publique de ses opinions politiques.
- 10 L'administrateur public doit éviter de se placer dans une situation de conflit entre son intérêt personnel et les obligations de ses fonctions.
- Il doit dénoncer à la GBQ tout intérêt direct ou indirect qu'il a dans une association, une entreprise ou un organisme susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, ainsi que les droits qu'il peut faire valoir contre la GBQ, en indiquant, le cas échéant, leur nature et leur valeur.
- Sous réserve de l'article 7 du présent code, l'administrateur nommé ou désigné dans un autre organisme ou une entreprise doit aussi faire cette dénonciation à la GBQ.
- 11 Un administrateur public à temps plein ne peut, sous peine de révocation, avoir un intérêt direct ou indirect dans une association, une entreprise ou un organisme mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la GBQ. Toutefois, cette révocation n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou donation, pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec diligence.
- Tout autre administrateur public qui a un intérêt direct ou indirect dans une association, une entreprise ou un organisme doit, sous peine de révocation, dénoncer cet intérêt au président du conseil d'administration.
- Cet administrateur doit, le cas échéant et sous réserve de l'article 35 du présent code, s'abstenir de participer à toute délibération et à toute décision portant sur l'association, l'entreprise ou l'organisme dans lequel il a cet intérêt et se retirer de la séance pour la durée des délibérations et du vote relatifs à cette question.
- Le présent article n'a toutefois pas pour effet d'empêcher un administrateur public de se prononcer sur des mesures d'application générale relative aux conditions de travail au sein de la GBQ par lesquelles il serait aussi visé.
- 12 L'administrateur public ne doit pas confondre les biens de la GBQ avec les siens et il ne peut les utiliser à son profit ou au profit de tiers.
- 13 L'administrateur public ne peut utiliser à son profit ou au profit de tiers l'information obtenue dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.
- Cette obligation n'a pas pour effet d'empêcher un administrateur public représentant ou lié à un groupe d'intérêts particulier de le consulter ou de lui faire rapport, sauf si l'information est confidentielle suivant la loi ou si le conseil d'administration exige le respect de la confidentialité.
- 14 Un administrateur public à temps plein doit exercer ses fonctions de façon exclusive sauf si l'autorité qui l'a nommé le nomme ou le désigne à d'autres fonctions.
- Un administrateur public à temps plein autre que le président du conseil d'administration peut toutefois, avec le consentement du président du conseil d'administration, exercer des activités didactiques pour lesquelles il peut être rémunéré et des activités non rémunérées dans des organismes sans but lucratif.
- Le président du conseil d'administration peut pareillement être autorisé par le secrétaire général du Conseil exécutif.
- 15 L'administrateur public ne peut accepter aucun cadeau, marque d'hospitalité ou autre avantage que ceux d'usage et d'une valeur modeste.
- Tout autre cadeau, marque d'hospitalité ou avantage reçu doit être retourné au donateur ou à l'État.
- 16 L'administrateur public ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu pour lui-même ou pour un tiers.
- 17 L'administrateur public doit, dans la prise de ses décisions, éviter de se laisser influencer par des offres d'emploi.
- 18 L'administrateur public qui a cessé d'exercer des fonctions doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures au service de la GBQ.
- 19 L'administrateur public qui a cessé d'exercer ses fonctions ne doit pas divulguer une information confidentielle qu'il a obtenue ni donner à quiconque de conseils fondés sur de l'information non disponible au public concernant la GBQ.
- Il est interdit à l'administrateur public, dans l'année qui suit la fin de ses fonctions, d'agir au nom ou pour le compte d'autrui relativement à une procédure, une négociation ou une autre opération à laquelle la GBQ est partie et sur laquelle il détient de l'information non disponible au public.
- L'administrateur public visé au deuxième alinéa ne peut traiter, dans les circonstances prévues à cet alinéa, avec l'administrateur public qui y est visé dans l'année où celui-ci a quitté ses fonctions.
- 20 Le président du conseil d'administration de la GBQ doit s'assurer du respect des principes et règles du présent code par les administrateurs publics de la GBQ.

CHAPITRE III ACTIVITÉS POLITIQUES

- 21 Un administrateur public à temps plein de la GBQ qui a l'intention de présenter sa candidature à une charge publique élective doit en informer le secrétaire général du Conseil exécutif.
- Tout autre administrateur public de la GBQ qui a une telle intention doit en informer le président du conseil d'administration.

- 22 Le président du conseil d'administration de la GBQ qui veut se porter candidat à une charge publique élective doit se démettre de ses fonctions.
- 23 Tout autre administrateur public de la GBQ qui veut se porter candidat à la charge de député à l'Assemblée nationale ou de député à la Chambre des communes du Canada dont l'exercice sera probablement à temps plein ou partiel doit demander, et a droit, à un congé non rémunéré à compter du jour où il annonce sa candidature.
- 24 Tout autre administrateur public de la GBQ qui veut se porter candidat à une autre charge publique élective dont l'exercice sera probablement à temps plein ou partiel, mais dont la candidature sera susceptible de l'amener à enfreindre son devoir de réserve, doit demander, et a droit, à un congé non rémunéré à compter du jour où il annonce sa candidature.
- 25 L'administrateur public de la GBQ qui obtient un congé sans rémunération conformément à l'article 22 ou à l'article 23 du présent code a le droit de reprendre ses fonctions au plus tard le trentième jour qui suit la date de clôture des mises en candidature, s'il n'est pas candidat, ou, s'il est candidat, au plus tard le trentième jour qui suit la date à laquelle une autre personne est proclamée élue.
- 26 Tout autre administrateur public de la GBQ dont le mandat est à durée déterminée, qui est élu à une charge de député à l'Assemblée nationale ou à la Chambre des communes du Canada et qui accepte son élection, doit se démettre immédiatement de ses fonctions d'administrateur public de la GBQ.

CHAPITRE IV RÉMUNÉRATION

- 27 L'administrateur public de la GBQ n'a droit, pour l'exercice de ses fonctions, qu'à la seule rémunération reliée à celles-ci. Cette rémunération ne peut comprendre, même en partie, des avantages pécuniaires et ceux établis notamment par des mécanismes d'intéressement basés sur la variation des actions ou sur la participation au capital-actions d'une entreprise.
- 28 L'administrateur public révoqué pour une cause juste et suffisante ne peut recevoir d'allocation ni d'indemnité de départ.
- 29 L'administrateur public qui a quitté ses fonctions, qui a reçu ou qui reçoit une allocation ou une indemnité de départ et qui occupe une fonction, un emploi ou tout autre poste rémunéré dans le secteur public pendant la période correspondant à cette allocation ou indemnité doit rembourser la partie de l'allocation ou de l'indemnité couvrant la période pour laquelle il reçoit un traitement, ou cesser de la recevoir pendant cette période.

Toutefois, si le traitement qu'il reçoit est inférieur à celui qu'il recevait antérieurement, il n'a à rembourser l'allocation ou l'indemnité que jusqu'à concurrence du nouveau traitement, ou il peut continuer de recevoir la partie de l'allocation ou de l'indemnité qui excède son nouveau traitement.

- 30 Quiconque a reçu ou reçoit une allocation ou une indemnité de départ du secteur public et reçoit un traitement à titre d'administrateur public pendant la période correspondant à cette allocation ou cette indemnité doit rembourser la partie de l'allocation ou de l'indemnité couvrant la période pour laquelle il reçoit un traitement, ou cesser de la recevoir pendant cette période.

Toutefois, si le traitement qu'il reçoit à titre d'administrateur public est inférieur à celui qu'il recevait antérieurement, il n'a à rembourser l'allocation ou l'indemnité que jusqu'à concurrence du nouveau traitement, ou il peut continuer de recevoir la partie de l'allocation ou de l'indemnité qui excède son nouveau traitement.

- 31 Un administrateur public à temps plein de la GBQ qui a cessé d'exercer ses fonctions, qui a bénéficié de mesures dites de départ assisté et qui, dans les deux ans qui suivent son départ, accepte une fonction, un emploi ou tout autre poste rémunéré dans le secteur public doit rembourser la somme correspondant à la valeur des mesures dont il a bénéficié jusqu'à concurrence du montant de la rémunération reçue, du fait de ce retour, durant cette période de deux ans.
- 32 L'exercice à temps partiel d'activités didactiques par un administrateur public n'est pas visé par les articles 28 à 30.

- 33 La période couverte par l'allocation ou l'indemnité de départ visée aux articles 28 et 29 correspond à celle qui aurait été couverte par le même montant si la personne l'avait reçue à titre de paiement dans sa fonction, son emploi ou son poste antérieur.

Pour l'application des articles 28 à 30 du présent code, « secteur public » s'entend des organismes, des établissements et des entreprises visés par l'annexe au Règlement sur la déontologie des administrateurs publics.

CHAPITRE V NORMES PARTICULIÈRES D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

- 34 En outre de la situation de conflit d'intérêts direct ou indirect qu'il doit éviter et dénoncer, un administrateur public de la GBQ doit également éviter de se placer dans une situation de conflit apparent ou potentiel de nature à entraver la poursuite de la mission de la GBQ.
- 35 L'existence d'une situation de conflit d'intérêts apparente ou potentielle n'entraîne pas en soi l'impossibilité ou l'incapacité pour un administrateur public de la GBQ d'agir dans la mesure où l'impartialité, l'intégrité et la transparence de la GBQ sont sauvegardées et que l'administrateur visé n'exerce pas sa fonction à temps plein au sein de la GBQ.
- 36 Le fait pour le président et directeur général de la Bibliothèque nationale du Québec, le bibliothécaire en chef de la ville de Montréal et les deux personnes nommées par la ville de Montréal au conseil d'administration de la GBQ de participer à une délibération ou à une décision de la GBQ sur toute matière touchant les intérêts de la ville de Montréal, des bibliothèques de la ville de Montréal et de la Bibliothèque nationale du Québec ne constitue pas un conflit d'intérêts au sens du présent code.
- 37 Un administrateur public de la GBQ autre que le président du conseil d'administration appelé ou invité à représenter officiellement la GBQ

à l'externe doit au préalable obtenir l'autorisation expresse du président du conseil d'administration et il ne peut lier autrement la GBQ.

Tout semblable engagement doit être compatible avec la mission, les orientations et les politiques de la GBQ.

- 38 Un administrateur public de la GBQ adopte, dans ses relations avec les personnes morales ou physiques ou les corporations ou sociétés faisant affaires avec la GBQ, une attitude empreinte de courtoisie, de respect et d'ouverture de manière à assurer des échanges productifs et une collaboration fructueuse et à éviter tout abus.

CHAPITRE VI

MISE EN ŒUVRE DU CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

- 39 Le secrétaire général de la GBQ s'assure que tout administrateur public de la GBQ en fonction, ainsi que tout nouvel administrateur nommé ou désigné, reçoit un exemplaire du présent code et de ses mises à jour.
- 40 Tout administrateur public de la GBQ en fonction lors de l'entrée en vigueur du présent code doit produire, dans les trente jours de cette entrée en vigueur, une déclaration écrite faisant état de ses intérêts ou des responsabilités qu'il occupe dans un organisme, une association ou une entreprise en relation avec la GBQ, ainsi que des droits qu'il peut faire valoir contre la GBQ.
- 41 Tout administrateur public de la GBQ nommé ou désigné après l'entrée en vigueur du présent code est tenu à la même obligation dans les trente jours de sa nomination ou de sa désignation.
- 42 Tout administrateur public doit de plus déposer une mise à jour de sa déclaration dès que survient un changement.
- 43 La déclaration annuelle d'intérêts, ainsi que ses mises à jour, doivent être déposées auprès du président du conseil d'administration de la GBQ dans le cas d'un administrateur public non à temps plein.
- Dans tout autre cas, la déclaration est déposée auprès du secrétaire général de la GBQ.
- 44 Le dépôt des déclarations est consigné au procès-verbal des délibérations du conseil d'administration de la GBQ.
- 45 Le formulaire de déclaration d'intérêts en usage au sein de la GBQ est celui reproduit en annexe ou tout autre formulaire de remplacement élaboré par le secrétaire général et approuvé par le président du conseil d'administration.
- 46 Un administrateur public de la GBQ qui estime se trouver dans une situation qui soulève quelque difficulté au regard d'une disposition du présent code peut notamment prendre avis auprès du secrétaire général ou des services juridiques de la GBQ quant à cette situation.
- 47 Le secrétaire général de la GBQ doit faire état dans le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration ou de l'un de ses comités de toute dénonciation de conflit d'intérêts d'un administrateur public, du retrait d'un administrateur lors ou en cours de réunion ou du fait que ce dernier n'a pas pris part aux délibérations ou à la prise de décision.
- 48 Le président du conseil d'administration de la GBQ demande annuellement au conseil d'administration de procéder, selon les besoins et les circonstances, à une révision ou à une mise à jour du présent code.

CHAPITRE VII

CONSERVATION ET ACCÈS DES DÉCLARATIONS DE CONFLIT D'INTÉRÊTS

- 49 Le secrétaire général de la GBQ garde et maintient à jour le Registre des déclarations de conflit d'intérêts, manquements, mesures disciplinaires, sanctions et autres décisions prises envers un administrateur public de la GBQ au regard du présent code.
- 50 Les déclarations de conflit d'intérêts, leurs mises à jour et le registre prévu à l'article 49 du présent code sont des documents confidentiels.
- 51 Ces documents et le registre ne peuvent être consultés auprès du secrétaire général de la GBQ que par les membres du conseil d'administration de la GBQ et ce, sur demande écrite au préalable.

CHAPITRE VIII

PROCESSUS DISCIPLINAIRE

- 52 L'autorité compétente pour agir aux fins du processus disciplinaire est le secrétaire général associé du Conseil exécutif responsable des emplois supérieurs lorsque c'est le président du conseil d'administration ou un administrateur public nommé ou désigné par le gouvernement ou un ministre qui est en cause.
- Le président du conseil d'administration est l'autorité compétente pour agir à l'égard de tout autre administrateur public.
- 53 L'administrateur public à qui l'on reproche l'un des manquements à la déontologie peut être relevé provisoirement de ses fonctions, avec rémunération, par l'autorité compétente, afin de permettre la prise de décision appropriée dans le cas d'une situation urgente nécessitant une intervention rapide ou dans un cas présumé de faute grave.
- 54 L'autorité compétente fait part par écrit à l'administrateur public des manquements reprochés, ainsi que de la sanction qui peut lui être imposée.
- Elle informe de plus cet administrateur qu'il peut, dans les sept jours suivant la réception de l'écrit, lui fournir ses observations et, s'il le demande, être entendu à ce sujet.
- 55 Sur conclusion que l'administrateur public a contrevenu à la loi, au *Règlement la déontologie des administrateurs publics* ou au présent

code, l'autorité compétente lui impose une sanction.

Toutefois, lorsque l'autorité compétente est le secrétaire général associé en vertu de l'article 51, la sanction est imposée par le secrétaire général du Conseil exécutif.

En outre, si la sanction proposée consiste en la révocation d'un administrateur public nommé ou désigné par le gouvernement, elle ne peut être imposée que par le secrétaire général du Conseil exécutif.

Dans ce dernier cas, le secrétaire général du Conseil exécutif peut immédiatement suspendre sans rémunération l'administrateur public pour une période d'au plus trente jours.

56 Sous réserve de l'article 12 de la *Loi sur la Grande bibliothèque du Québec* (chapitre 38 des Lois de 1998), la sanction qui peut être imposée à l'administrateur public est la réprimande, la suspension sans rémunération d'une durée maximale de trois mois ou la révocation.

57 Toute sanction imposée à un administrateur public, de même que la décision de le relever provisoirement de ses fonctions, doit être écrite et motivée.

CHAPITRE IX ENTRÉE EN VIGUEUR

58 Le présent code entre en vigueur le 1er juillet 1999.

➤ 385, rue Sherbrooke Est, 1^{er} étage
Montréal (Québec) H2X 1E3

Téléphone : (514) 873-3114
Télécopieur : (514) 873-4304

courriel : secretaire@grandebibliotheque.qc.ca
www.grandebibliotheque.qc.ca

Dépot légal : 3^e trimestre 2000
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-550-36084-2

© Gouvernement du Québec, 2000